



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ligne-THT-la-guerre-des-tranchees>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Ligne THT : la guerre des tranchées est engagée**

27 octobre 2006

Ligne THT : la guerre des tranchées est engagée

Manifestation à Saint-Hilaire-du-Harcouët, samedi 28 octobre à 14h30

Samedi, des centaines de manifestants sont attendus à Saint-Hilaire-du-Harcouët (Manche) contre le projet de ligne 400 000 volts Cotentin-Maine. Au tribunal administratif de Caen mardi dernier, dans les rues de Saint-Hilaire-du-Harcouët samedi à partir de 14 h 30, les écologistes font feu de tout bois pour s'opposer à la construction du réacteur nucléaire EPR à Flamanville et de sa ligne à Très haute tension. En Manche, Mayenne et Ille-et-Vilaine, les collectifs anti THT mobilisent à tout va depuis des semaines.

80 associations. « Nos trois collectifs regroupent aujourd'hui quatre-vingts associations. L'Orne nous a aussi rejoints avec l'association « Passais sous tension ». En avril, nous étions huit cents à Villedieu-les-Poêles. Samedi, nous devrions être plus nombreux », espère Christophe Gosselin du collectif Manche. « Chaque jour la mobilisation se renforce. Nous avons eu des contacts jusqu'à Bure. » Un village de la Meuse où l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) creuse un laboratoire pour enfouir les déchets radioactifs de très haute activité. « Le scientifique Pierre Le Ruz assistera à notre rassemblement pour évoquer les effets des champs électromagnétiques sur les hommes et les animaux ».

Le succès de la manifestation organisée à Cherbourg au printemps (25 000 manifestants) a aussi regonflé le moral des antinucléaires. « Aujourd'hui, le rapport de force nous est plus favorable que lors de la construction des deux réacteurs de Flamanville » estime Didier Anger, président du Crilan (Comité de réflexion et de lutte anti nucléaire) et membre du Réseau sortir du nucléaire. « Nous sommes mieux structurés et surtout nous sommes regroupés en beaucoup plus d'associations qu'à l'époque. »

À force de recours et de manifestations sur le terrain, en 1982, les écologistes avaient obtenu l'arrêt de l'implantation des pylônes qui relient la centrale de Flamanville à la Bretagne et à la région rouennaise. « Le chantier avait été suspendu pendant huit mois », rappelle Didier Anger qui était à l'époque entouré d'avocats renommés comme Corinne Lepage ou Francis Teitgen.

Pour contrer cette nouvelle ligne 400 000 volts qui doit traverser la Manche, l'Ille-et-Vilaine et la Mayenne (150 kilomètres, 300 pylônes, 200 millions d'euros) les opposants promettent le même harcèlement judiciaire.